

### Réglementation des prix

poulets beaucoup plus rapidement qu'ils ne peuvent s'approvisionner. S'ils n'augmentent pas le prix, les premiers arrivés prendront tout, ne laissant absolument rien aux autres.

Supposons que les politiciens décidaient que les prix ne doivent pas augmenter selon la demande. Les premiers acheteurs auraient tôt fait d'épuiser l'approvisionnement disponible. Si les acheteurs suivants voulaient vraiment acheter des poulets, ils devraient aller sur le marché libre, parfois appelé marché noir. Et là ils verraient certains des premiers acheteurs désireux de revendre au prix plus élevé du marché. Les politiciens prétendraient avoir épargné aux consommateurs des prix plus élevés pour les aliments, mais les consommateurs sauraient que l'on pouvait se procurer peu de poulets au prix établi par la loi, sauf peut-être pour les lève-tôt qui auraient fait la queue devant les épicerie. Les autres auraient à payer le prix du marché que les politiciens auraient été incapables de faire baisser. Telle est la situation qui règne généralement sur le marché des biens de consommation en Russie, et sur le marché de l'essence aujourd'hui aux États-Unis.

La mesure que prendraient ensuite les politiciens ce serait d'adopter un programme légal de rationnement, ce qui signifie qu'ils augmenteraient nos impôts pour pouvoir engager des bureaucrates chargés d'imprimer et de distribuer les coupons de rationnement. Par conséquent, le marché libre qui se tient derrière l'épicerie ne serait plus tant un marché de bons poulets frais qu'un marché de coupons de rationnement «bons et frais» et les politiciens auraient encore une fois aggravé la situation. Lorsqu'ils cherchent à entraver le fonctionnement délicat et étonnant du marché libre, ils nous causent du tort à tous.

La résolution socialiste parle d'augmentations de prix «injustifiables». Il faut bien comprendre que le prix sur le marché libre n'est jamais injustifiable. Il est déterminé par l'offre et la demande. Ces commentaires sur les augmentations de prix injustifiables sont typiques du Nouveau parti démocratique. Ce qui peut sembler être un prix injustifiable à un membre de la société est peut-être entièrement justifié pour un autre. Ce n'est pas aux politiciens de prendre cette décision. Ils diraient à un exploitant inefficace qui a des coûts élevés et des bénéfices peu importants qu'il peut augmenter ses prix parce que ses bénéfices ne sont pas trop élevés. Ils diraient à l'exploitant efficace qui fait un bon bénéfice qu'il ne peut pas augmenter ses prix, car ce ne serait pas justifié. Deux compagnies différentes vendraient le même produit à un prix différent parce que le gouvernement en déciderait ainsi. Toute tentative de la part des hommes politiques pour forcer les gens à vendre des marchandises à un prix légal qui n'est pas le prix du marché serait sans aucun doute injustifiable.

Le Nouveau parti démocratique veut toujours un coupable. Il tempête, tonitrué, s'exclame et embrouille la situation. Il cherche à tromper les gens. Il dit s'intéresser aux individus, mais ce n'est pas vrai. Il s'intéresse uniquement au pouvoir. Il suffit de regarder son vote des derniers jours. Le Nouveau parti démocratique est dénué de principes, contrairement à mon parti, qui prouve d'après sa façon de voter et ses actes que c'est un parti de principe et un parti du peuple.

Le chef du NPD fouette les corporations. Il oublie qu'elles se composent de gens. Elles ne disposent pas d'énormes barils communs d'argent pour payer les impôts ou le reste. Tout leur argent provient des gens. Il provient de leurs clients, de leurs fournisseurs, de leurs employés ou de leurs actionnaires. Elles n'ont pas d'autres sources de

fonds. Le parti conservateur progressiste reconnaît que les corporations se composent de gens.

Nous avons vu le revirement du NPD sur d'autres votes pris à la Chambre ces derniers mois. Pas plus tard qu'hier, au comité, le NPD a voté contre une motion visant à manifester un certain mécontentement à l'endroit de la présidente de la Commission de surveillance des prix des produits alimentaires, changeant complètement son attitude d'il y a quatre mois quand il avait présenté une motion visant, entre autres, à faire congédier la pauvre vieille Plumptré.

**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Elle n'est pas si vieille.

**M. Clarke (Vancouver Quadra):** De quoi a l'air le gouvernement dans cette affaire? Nous avons tous entendu parler du politicien minable. Nous avons maintenant un gouvernement minable. Il s'inquiète d'une augmentation de quelques cents ici et là tout en ignorant les grands problèmes et leurs causes. C'est ce qu'il a dit en Chambre: qu'il n'y avait pas de problème, qu'il ne savait pas quel était le problème, mais qu'il allait quand même introduire certains contrôles sélectifs. Il aime blâmer le reste du monde pour l'inflation. J'aimerais citer un extrait d'un éditorial paru dans le *Sun* de Vancouver. Voici:

Si une épidémie généralisée de variole frappait tous les pays du monde, on s'attendrait quand même à ce que le gouvernement canadien essaie de l'étouffer au pays.

Toutefois, la maladie économique de l'inflation, qui atteint maintenant des dimensions internationales, est considérée par Ottawa comme très endurable du moment qu'elle n'est pas pire ici qu'ailleurs.

Le gouvernement ne peut pas reporter le blâme sur le chef de l'opposition (M. Stanfield) parce qu'il n'a aucun pouvoir. Que font les libéraux? Rien d'autre que de critiquer ses propositions et prétendre qu'elles n'ont pas de valeur, même s'ils n'ont eux-mêmes rien à suggérer. Ils ne font rien d'autre que de s'opposer à nos principes en vue de plaire au NPD et de pouvoir ainsi rester ensemble au pouvoir.

Quelles sont les causes fondamentales de l'inflation et des prix élevés des aliments? La cause fondamentale est la politique du gouvernement du Canada. En premier lieu, nous avons les politiques monétaires et ensuite l'immixtion dans les entreprises et les vies personnelles des Canadiens. L'offre monétaire augmente beaucoup. Tout le monde sait que si l'offre à l'égard d'une denrée quelconque augmente énormément, sa valeur tombe. Je ne veux pas entrer dans les détails là-dessus car mon collègue, le député de Don Valley (M. Gillies) l'a très bien expliqué plus tôt.

**M. Grier:** Êtes-vous d'accord avec lui?

**M. Clarke (Vancouver-Quadra):** Il est intéressant de noter qu'au cours d'un débat, l'année dernière, à ce même sujet...

**M. Grier:** Êtes-vous d'accord avec lui?

**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Il est dur d'oreille.

**M. Clarke (Vancouver-Quadra):** ... j'ai remarqué, et je cite:

Les deux partis du gouvernement de coalition disent qu'ils veulent forcer les fabricants à dévoiler plus de renseignements au sujet de leurs produits. Le gouvernement devrait peut-être imprimer sur son propre papier monnaie un avertissement informant le détenteur que sa valeur future est sujette à caution.

Un autre facteur de la politique monétaire, ce sont les dépenses du gouvernement. Nous venons de voir le budget.